



A la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur

En 2005, un premier projet de Ligne Grande Vitesse reliant Aix en Provence à Nice est présenté. Suite à une forte mobilisation, il est abandonné. En 2008, un nouveau tracé passant par Marseille et Toulon voit le jour. Là encore, ce projet intitulé « LGV PACA » rencontre une forte opposition. En 2013, il est rebaptisé « Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur » et découpé en 3 phases pour le rendre plus acceptable. En mars 2019 le projet est présenté au « Collège des Acteurs » et il est redécoupé en 4 phases.

Dans leur communication, le gouvernement et SNCF Réseau (maitre d'ouvrage) mettent en avant la nécessité de remédier à la saturation du réseau en PACA et de favoriser un développement du transport ferroviaire. Il s'agirait à la fois d'améliorer les trajets du quotidien et aussi de permettre la réalisation de « l'arc méditerranéen » Barcelone-Marseille-Gênes. **Sur le papier ça pourrait paraître séduisant, mais la réalité est bien différente quand on prend le temps d'y réfléchir.**

Pourquoi nous sommes opposés à ce projet :

➔ Cette nouvelle ligne ne serait pas opérationnelle avant 2060 !

Alors qu'il est effectivement urgent de développer maintenant le transport ferroviaire de voyageurs et de fret pour répondre aux besoins de la collectivité et aux enjeux climatiques.

➔ Le coût de cette nouvelle ligne est aujourd'hui estimé à 20 milliards d'euros !

Et ceci dans l'hypothèse - peu probable - où il n'y aurait pas de dépassement de budget... Alors même que le gouvernement a pointé du doigt l'endettement du système ferroviaire au printemps dernier, il serait prêt à défendre un « investissement » aussi démesuré au regard du service rendu à la collectivité ? Un tel projet ne serait-il pas plutôt destiné à permettre à des multinationales du BTP de grossir leurs bénéfices ?

➔ Le réseau existant a un besoin urgent et constant de rénovation et d'entretien :

Ceci est totalement incompatible avec le coût de cette ligne nouvelle. Le lancement de ce projet serait synonyme d'abandon du réseau actuel entre Marseille et Nice. Cerise sur le gâteau : avec cette nouvelle ligne, le temps de trajet entre Marseille et Nice ne serait réduit que de 40 mn environ ...

➔ Les « études » préalables à cette nouvelle ligne ont coûté à ce jour plus de 150 millions d'euros alors qu'il s'agit davantage d'alibis !

Ces « études » ne se font pas sur le terrain et ne considèrent pas la dimension géologique ! Ainsi, il est prévu de réaliser une gare souterraine à Marseille St Charles pour plus de 2,5 milliards d'euros, mais sans aucune idée de la nature du sous-sol. De même, le percement de nombreux tunnels comporte un risque majeur de bouleverser les systèmes hydrogéologiques, essentiels pour les ressources en eau potable. Le parcours choisi traverse une région dont la géologie est la moins bien connue de France : elle comprend des contacts tectoniques majeurs et des formations dangereuses pour des travaux publics (gypses, argiles plastiques, calcaires karstifiés). Un vrai audit doit être fait, c'est une nécessité !

⇒ **Le chantier et la réalisation de cette nouvelle ligne constitueraient aussi, en surface, une atteinte grave à l'environnement** à travers une remise en cause de la politique de sauvegarde et de mise en valeur - notamment agricole - des territoires.

⇒ **Il n'y a eu à ce jour aucune concertation digne de ce nom, c'est un véritable déni de démocratie !** Alors même que le mouvement des « Gilets jaunes » interroge sur des modalités de prises de décisions débattues et démocratiques. Malgré les mobilisations des habitants, des agriculteurs, des élus, à travers des manifestations, des pétitions, des motions..., aucune enquête publique n'est prévue sur l'ensemble du projet Marseille-Nice et la Commission Nationale des Débats Publics (CNDP) n'a pas recommandé un nouveau débat public suite au nouveau tracé. Aussi, le collectif STOP LGV Sud Sainte Baume, a déposé un recours contre la décision de la CNDP le 6 novembre 2015, devant le Tribunal Administratif de Paris, pour exiger un débat public. Mais le collectif a été débouté...

Cette Ligne Nouvelle constituerait un véritable scandale financier, un massacre environnemental, pour un service rendu à la collectivité très réduit et au mieux dans... 40 ans !

D'autres solutions sont possibles pour développer le transport ferroviaire, moins coûteuses, qui respectent l'environnement et capables de vraiment répondre aux besoins de la population.

Ces solutions résident avant tout dans la rénovation du réseau existant, pour permettre la suppression des nombreux ralentissements générés par l'état de la voie. Il existe également de nombreuses possibilités pour moderniser et compléter les installations existantes afin de fluidifier les circulations et en augmenter ainsi le nombre, notamment entre Toulon et Les Arcs, et entre Cannes et Nice. Pour améliorer les circulations sur le

réseau, il est également essentiel de poursuivre la modernisation des trains et d'en assurer une bonne maintenance. Ce dernier point renvoie au besoin de cheminots en nombre suffisant et correctement formés à la sécurité ferroviaire. Améliorer les circulations existantes c'est aussi, en cas d'incident ou de panne, être en capacité d'intervenir rapidement pour réduire la durée d'interruption avec les moyens humains et matériels nécessaires.

Il n'est pas trop tard pour stopper ce projet de Ligne Nouvelle. Pour cela il faut poursuivre et intensifier la mobilisation !

Le gouvernement a validé en Conseil des Ministres le projet de loi Mobilités début septembre 2018 et cette loi devrait être présentée au Parlement prochainement. Des députés ont été contactés pour avoir plus d'information sur cette échéance et pour leur demander la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire pour éviter que ce projet scandaleux ne soit entériné en douce.

Usagers, citoyens, élus, cheminots : informons, débattons et construisons un rapport de force pour stopper ce projet !

ADPLG - Association stop LGV Coudon - ATTAC Var - Basta Ligne Nouvelle Biot - Collectif Aubagne Sud - Collectif Est Var - Collectif STOP LGV Sud Sainte Baume - Confédération Paysanne du Var - Partit Occitan Var - Syndicat SUD-Rail PACA